



## Communiqué de presse **Un gouvernement au discours peu lisible** **Un préfet aux abonnés absents**

Nous rentrons aujourd'hui dans la troisième semaine de confinement « total » dans la lutte contre l'épidémie COVID-19. Cette semaine s'avère être cruciale en termes de santé publique compte tenu que le pic de contamination devrait être atteint dans les jours à venir.

Après plusieurs jours d'atermoiement, le gouvernement durcit les conditions de ce confinement, mais dans un même temps, il continue à inciter celles et ceux qui le peuvent à aller travailler.

Depuis le début de cette crise, nombre de salarié.es, de tous secteurs d'activité, se voient contraints d'aller travailler, sans que les employeurs mettent les moyens nécessaires à leur protection et ainsi éviter une plus grande propagation du virus.

Il n'est pas concevable que d'un côté l'on entende la communauté scientifique appeler à une véritable mobilisation citoyenne pour sauver des vies et à un plus grand confinement, le Président Macron déclarer l'état de guerre comme il l'a fait, et de l'autre accepter que des entreprises ne contribuent pas à ce nécessaire effort de solidarité nationale.

Le Président et le Premier Ministre n'ont pas tenu un discours assez clair vis-à-vis des entreprises qui ne sont pas vitales à notre fonctionnement et, le patronat, Medef en tête, tente de s'inscrire dans cette brèche.

La semaine dernière, à plusieurs reprises, la CGT a interpellé les pouvoirs publics sur les situations que vivent un certain nombre de salarié.es dans plusieurs domaines d'activité non indispensable.

Les situations dans le commerce, la construction ou encore, le social et le médico-social comme par exemple les EHPAD, sont préoccupantes. Le matériel de protection est parfois inexistant. Tous les jours, des salariés font remonter le fait qu'ils se sentent en danger sur leur lieu de travail. Ils alertent sur les conditions d'insécurité et les manques ou absences de protection. Ils usent parfois de leur droit de retrait lorsqu'ils en ont la possibilité.

Par ailleurs, dans le contexte dévolution sanitaire plus qu'incertain, nous notons qu'un certain nombre d'établissements, d'entreprises envisagent d'ores et déjà une reprise d'activité.

Aujourd'hui, nous nous étonnons que M. le Préfet n'ait pas jugé opportun de répondre directement à nos sollicitations, de ne pas avoir pris des dispositions pour bâtir, avec notre organisation, un dialogue franc et constructif sur la gestion de cette crise. Pense t'il pouvoir gérer cette crise avec les méthodes qui l'ont à ignorer nos alertes et nous conduisent à cet état de fait ?

La vie des travailleuses et travailleurs n'a-t-elle à ce point que peu de valeur à ses yeux ?

Malgré tout, la CGT se tient toujours disponible pour entamer un dialogue franc, constructif, pour œuvrer à l'amélioration concrète des conditions de travail de toutes et tous les salarié.es luttant au quotidien contre ce virus et surtout sa propagation.

Nice, le 31 mars 2020